



lundi 21 mai 2018

Gaza : Une population qui ne se résigne pas

Les images ont fait le tour du monde. Le massacre de civils, le 14 mai 2018, à la frontière de Gaza fera date dans l'histoire, tout comme la répression à Soweto de la révolte des travailleurs noirs d'Afrique du Sud contre l'Apartheid, en juin 1976.

Depuis un mois et demi, les snipers de l'armée israélienne ont tiré à vue sur des foules désarmées, assassinant plus d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants, blessant plus de 2 000 manifestants, sous prétexte de défendre les frontières d'Israël. Une tuerie perpétrée sur ordre du gouvernement israélien de droite de Netanyahu, allié à l'extrême droite.

Un Netanyahu courtisé par Trump pour participer à une alliance USA-Arabie saoudite-Israël contre l'Iran. En conséquence, la décision de déplacer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem a été perçue par le Premier ministre israélien comme un feu vert à sa politique extrémiste et par les Palestiniens comme une négation de leurs aspirations.

La situation dans cette région est une poudrière.

L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948, l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, la politique de colonisation et plus récemment le blocus imposé à Gaza par les Israéliens, après la prise de pouvoir par les intégristes religieux du Hamas dans ce territoire en 2007, ont engendré une situation intenable pour des millions de Palestiniens. Après bien des péripéties, la révolte s'était cristallisée, depuis les accords d'Oslo de 1993, dans la volonté d'avoir un État palestinien à côté de l'État d'Israël.

Israël n'a eu de cesse de réduire ces territoires à peau de chagrin. Des centaines de milliers de colons israéliens ont occupé la partie la plus riche de la Cisjordanie. Les Palestiniens sont cernés dans une soixantaine d'enclaves surpeuplées, subissant les contrôles musclés de l'armée. Les habitants de Gaza,

eux, sont soumis à un blocus cruel, aux coupures de courant, ne survivent que grâce à l'aide internationale, tout en étant constamment à la merci des bombardements israéliens. Tous ont vu leur aspiration à un État palestinien réduite à néant.

Si des dizaines de milliers d'habitants de Gaza sont allés protester, face à l'armée israélienne, c'est plus par désespoir et faute de perspectives politiques que par désir de mourir en martyr, comme le prétend le Hamas.

Les travailleurs de Gaza, de Cisjordanie sont en révolte contre la misère et la négation de leurs droits nationaux. Obligatoirement sous la bannière des nationalistes du Hamas ? Les travailleurs d'Israël dont la situation matérielle et les droits se dégradent n'ont-ils d'autre avenir que de servir de gendarmes de la région au bénéfice des bourgeoisies israélienne ou américaine ?

Non bien sûr. Pas plus que les travailleurs en France ne doivent obligatoirement suivre la politique nationaliste de Macron qui sert de masque aux intérêts de l'immensément riche bourgeoisie française.

On nous assène que la situation au Moyen-Orient est un sac de nœuds inextricable que seule la guerre peut résoudre. En réalité, elle révèle l'impasse des solutions avancées par Trump, Netanyahu, le Hamas et l'Autorité Palestinienne : la faillite du nationalisme.

L'avenir des travailleurs palestiniens et israéliens est internationaliste, dans la destruction des murs et des barbelés que la bourgeoisie construit pour les opposer. Cheminots, salariés du public et du privé, tous ensemble !

Cheminots, salariés du public et du privé, tous ensemble !

Ce mardi 22 mai, les agents de la Fonction publique sont en grève. Les cheminots, eux, poursuivent leur grève et ne se démobilisent pas. Ils luttent depuis bientôt deux mois : ils doivent avoir le soutien de tous les salariés. Samedi 26 mai, des organisations syndicales (CGT, Solidaires) et de gauche appellent à manifester. Mélenchon et d'autres politiciens ont leurs calculs à visée électorale : on ne pourra pas compter sur eux pour préparer la réponse du monde du travail qui s'imposerait. Malgré cela, les travailleurs, jeunes, chômeurs, ont tout intérêt à se saisir de cette occasion. Pour affirmer que les mauvais coups de Macron et des patrons, il y en a plus qu'assez. Assez de leur politique en faveur des plus riches et contre tout le monde du travail.

C'est dans la rue et dans la grève que l'on pourra mettre en échec leurs plans.

Tenue correcte exigée

Sur l'usine, nos tenues... manquent de tenue ! Boutons pression du pantalon qui sautent, pantalons trop longs, manque de vêtements de rechange, pas facile de faire preuve de décence au travail. Nombre d'entre nous gardent leur pantalon de ville, en mettant en plus la veste et les chaussures de sécurité, parce qu'il n'y a pas trop d'autre solution. La direction avait promis de s'occuper de cette question des vêtements de travail. Il lui reste à tenir au moins cette promesse-là, c'est une question de respect.

Travaillons tous, travaillons moins !

S'engouffrant dans la brèche ouverte par la loi Travail et les ordonnances Macron, PSA veut remettre en cause les 35 h à Vesoul en faisant passer le temps de travail des 3 000 salariés du site de 35 h à 37 h45, soit une augmentation de 7,8 % du temps de travail pour une augmentation des salaires de 2,8 % seulement. Objectif : supprimer 150 CDI par an jusqu'en 2020. Une centaine de salariés ont débrayé jeudi dernier contre ce projet. Ils remettent ça le 22 mai. La mobilisation doit s'amplifier, car à terme, tous les sites sont visés.

Coupes sèches criminelles dans les aides sociales

Dans une note interne, révélée par Le Monde, le ministère du Budget formule des pistes pour des réductions d'aides sociales qui seront décidées dans l'été. Au prétexte de « rénover les dispositifs sociaux », Bercy annonce en réalité des réductions drastiques des montants et du nombre d'allocataires. « Encourager le retour à l'emploi » des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH), contraindre les étudiants à choisir entre la part fiscale pour leur parents ou leurs APL, baisser le plafond de ressources pour bénéficier des bourses étudiantes et renforcer le contrôle d'assiduité... Et ainsi de suite pour le RSA, le minimum-vieillesse, les prestations familiales.

Le Président des riches prépare le terrain pour un vent de pauvreté.

Pas de CRS sur nos lieux de travail !

Alors que la grève de La Poste se poursuit dans le 92 contre le licenciement de Gaël Quirante (militant

syndical Sud PTT), les réorganisations et pour l'embauche de tous les précaires, les CRS sont intervenus violemment lors d'une action des postiers pour rendre visible leur lutte. Ils ont tenté d'embarquer un des manifestants sans motif.

Tentatives d'intimidation, coups de matraque et interpellations, voilà la seule réponse du gouvernement à ceux qui défendent leurs conditions de travail.

La traque des migrants n'épargne pas les enfants

Mawda, une fillette kurde de deux ans est morte dans la nuit du 17 au 18 mai en Belgique. Avec sa famille, elle était dans une camionnette de migrants en route vers la France. La camionnette a été prise en chasse par la police, qui a utilisé ses armes. Et contrairement à ce qu'affirmait initialement le parquet belge, c'est bien une balle qui a tué l'enfant, comme l'a révélé l'autopsie.

Au cœur de l'Europe aussi, la politique de fermeture des frontières assassine.

Italie : « 5 étoiles » bien dans le système

Le mouvement des 5 étoiles se présentait comme neuf, en rupture au monde politique. Après les élections de mars dernier, il va former un gouvernement en alliance avec la Ligue, mouvement d'extrême droite, allié à Berlusconi aux élections. Le mouvement avait été fondé par un humoriste, Beppe Grillo, mais il n'y a pas de quoi rire avec ce parti qui se précipite à prendre les postes gouvernementaux en annonçant une politique xénophobe.

La presse parle d'alliance des anti-systèmes. Mais le système capitaliste n'a aucune raison d'être inquiet.

CAC 40 : la richesse confisquée

L'ONG Oxfam France montre dans un récent rapport comment les grandes entreprises françaises (Loréal, Sanofi, Total, etc.) conçoivent le partage des richesses : d'après ses calculs, sur 100 euros gagnés par ces entreprises pendant la période 2009-2016, 67 euros sont allés aux actionnaires et... 5,3 euros aux salariés ! Aux travailleurs le dur labeur qui produit toutes ces richesses et un salaire qui permet à peine de vivre, à leurs exploités le jackpot.

Le 23 mai pour soutenir tous ceux qui se battent !

Ce mercredi 23 mai aura lieu le jugement en appel de Farid le secrétaire de la CGT PSA Poissy. PSA cherche à le faire condamner pour des actes imaginaires. Cette attaque est dirigée contre tous ceux qui refusent de se laisser écraser par PSA.

Des cheminots seront également là pour soutenir notre camarade et crier leur colère contre le pacte ferroviaire qu'ils combattent par la grève.

**Rassemblement de 12h à 13h30
devant la cour d'appel de Versailles 5 rue Carnot.**